

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MAPA ENSAN 2022-3 LOT 1 : Gros œuvre Travaux de réhabilitation et amélioration de la performance énergétique des ateliers du Parc de l'ENSA Normandie

Maîtrise d'ouvrage
ENSA de Normandie
Directeur : Raphaël Labrunye
Responsable du service immobilier et
logistique : Yacine Fellahi
27, rue Lucien Fromage
76160 Damétal
Tél : 02 32 83 42 24
yacine.fellahi@rouen.archi.fr

Architecte Mandataire PATRICE
MOTTINI
1 bis cité Griset
75011 Paris
Tél : 01 43 38 27 38
projets@mottini.fr

Architecte Cotraitant
AZ ARCHITECTURE
Laurent Berenger
107, allée François Mitterrand 76000
Rouen
Tél : 02 35 88 04 48
contact@az-architectes.com

Economie ECONOMIE 80
Emmanuel Petiton 280,
rue Louis Blériot 76230
Bois-Guillaume Tél : 02 35
60 12 12
e.petiton@economie80.fr

BE Structure
VESSIÈRE
Bernard Schmitt
Véronique Magnon
22, rue Charrel
38000 Grenoble
Tél : 04 76 89 00 85
bernard.schmitt@vessiere.com

BE FLUIDES
MAYA
Max Maurel
Pierre Bersand
142, rue Amélie
75011 Paris
Tél : 01 55 28 62 28
pierre@maya-concept.com

BE HQE
VP GREEN
Nicholas Green
Vincenzo De Gregorio
115, rue du Bac
75007 Paris
Tél : 01 53 63 05 00
vincenzo.degregorio@vpgreen.fr

BEC
ALPES CONTROLE Charles-
Antoine Musset 1, rue Le
Corbusier 94450 Rungis
Tél : 02 78 77 50 89
cmusset@alpes-controle.fr



**IMPORTANT : En application de l'article R 2132-7 du Code de la
Commande Publique, les candidatures et les offres doivent être
transmises uniquement par voie électronique.**

**Aucune candidature ou offre présentée sous format papier ne pourra être
acceptée.**

Date et heure de limite de remise des
offres :

Lundi 28 Février 2022 – 12H00

Table des matières

1. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1 OBJET DU MARCHE.....	4
1-2 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
1-3 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS.....	4
1-4 VARIANTES OBLIGATOIRES AU TITRE DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
1-4-1 Variantes Facultatives (à l'initiative du candidat).....	4
2. INTERVENANTS.....	5
2-1 MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	5
2-2 MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	5
2-3 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER.....	5
2-4 CONDUITE D'OPÉRATION.....	5
2-5 CONTRÔLE TECHNIQUE.....	5
2-6 COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS).....	5
2-7 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	6
2.7.1 Confidentialité.....	6
2.7.2 Sécurité (accès au site).....	6
2.7.3 RGPD.....	6
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
4-1 DURÉE DU MARCHE.....	7
4-2 DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	7
4-3 PROLONGATION DES DÉLAIS.....	7
4-4 CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
Calendrier détaillé d'exécution.....	8
4-5 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	9
5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
5-1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	9
5-2 CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	9
5-3 NATURE DU PRIX.....	10
5-4 VARIATIONS DANS LES PRIX.....	10
5-5 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES.....	10
5-6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	11
5-6-1 Avance forfaitaire et avance non obligatoire.....	11
Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.....	11
5-7 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
5.7.1 Demandes de paiement.....	11
le numéro et l'intitulé du marché avec le numéro du lot.....	11
5.7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	12
5-8 AUGMENTATION-DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	12
5-9 MODIFICATION DES CLAUSES DU MARCHE.....	12
6. SOUS-TRAITANCE.....	13
6-1 SOUS-TRAITANCE DIRECTE.....	13

6-2 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE.....	13
7. CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	13
7-1 PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET DES MATÉRIELS.....	13
7-2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	14
7-2-1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	14
7-2-2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	14
7-2-3 Registre de chantier.....	15
7-3 ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	15
8. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	15
8-1 INSTALLATION DU CHANTIER.....	16
8-2 SIGNALISATION SUR LE CHANTIER.....	16
8-3 GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	16
8-4 DOCUMENTS A FOURNIR APRÈS EXÉCUTION.....	16
9. RÉCEPTION DES TRAVAUX ET DES PRESTATIONS.....	17
9-1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RÉCEPTION.....	17
9-2 RÉCEPTION PARTIELLE.....	17
10. CONDITION PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	17
10-1 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	17
CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	17
11. GARANTIE.....	17
12. PENALITES.....	18
12-1 PENALITES POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	18
12.1.1 Retard sur les délais intermédiaires.....	18
12.1.2 Retard sur le délai global d'exécution.....	18
12-2 AUTRES PENALITES SPECIFIQUES.....	19
13. ASSURANCES.....	21
14. DISPOSITIONS DIVERSES.....	21
14-1 RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	21
14-2 DROIT ET LANGUE.....	21
14-3 NANTISSEMENT.....	21
14-4 TRAVAIL DÉTACHÉ.....	22
15. DEROGATIONS AU C.C.A.G.....	22

1. OBJET DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES

1-1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation concerne des travaux gros œuvre pour les travaux de réhabilitation et amélioration de la performance énergétique des ateliers du parc, ce lot comprend également la reprise des parements béton existants exposés dégradés ; cette tâche ne pourra se faire qu'après intervention du lot 05 MEXT lot 06 - Métallerie auront déposé localement les caillebotis & châssis Menuiseries extérieur et Murs rideaux. Ce lot **prend en charge tous les** moyens de levage et manutention + dispositifs d'accès au sein des existants, sans possibilité d'utiliser efficacement les autres moyens de levages mis à disposition par les TCE.

Ce projet est financé dans le cadre du plan de relance État .

Lieu d'exécution : 27 Rue Lucien Fromage 76160 à Darnétal

1-2 ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation sera passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 du Code de la Commande Publique.

1-3 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS

La présente consultation est composée d'un lot unique

1-4 VARIANTES OBLIGATOIRES AU TITRE DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

1-4-1 Variantes Facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes facultatives (solution qui remplace l'offre de base) ne sont pas autorisées pour cette consultation.

2. INTERVENANTS

2-1 MAÎTRISE D'OUVRAGE

École Nationale Supérieure D'Architecture de Normandie

Représentée par Raphaël LABRUNYE, son directeur en exercice

27 Rue Lucien Fromage 76160 à Darnétal

2-2 MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par :

AZ Architecture SARL

107 Allée François Mitterrand, 76100 Rouen

Téléphone : 02 35 88 04 48

Economie 80 : Économiste

280 rue Louis Blériot BP 702

76237 Bois -Guillaume cedex

Tél : 02 35 60 12 12

2-3 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER

Sans objet

2-4 CONDUITE D'OPÉRATION

La mission de conduite de travaux est assurée par le maître d'ouvrage ou son représentant

2-5 CONTRÔLE TECHNIQUE

Qualiconsult

Agence de Rouen / Le Havre / Evreux

Avenue des Hauts Grigneux – Mach 8 – 76420 BIHOREL

Tél. : 02 35 12 55 70 – rouen.qc@qualiconsult.fr

2-6 COORDINATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPA)

Qualiconsult

Agence de Rouen / Le Havre / Evreux

Avenue des Hauts Grigneux – Mach 8 – 76420 BIHOREL

Tél. : 02 35 12 55 70 – rouen.qc@qualiconsult.fr

2-7 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

2.7.1 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

2.7.2 Sécurité (accès au site)

Conformément au décret 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics, des mesures de contrôle des accès au chantier doivent être organisés.

Les mesures d'organisation de chantier mise en place pour assurer le contrôle des accès et ne permettre que l'entrée des travailleurs pour lesquels la situation sociale a été validée sont les suivantes :

- Tous les intervenants des entreprises y compris les sous-traitants doivent être déclarés au préalable de leurs interventions,
- Chaque intervenant doit être identifiable par un badge porté visiblement mentionnant le nom, prénom et photo de la personne ainsi que le nom de l'entreprise, ou bien par la carte professionnelle du bâtiment.

L'accès au site sera refusé à toute personne ne respectant pas ces prescriptions sans que l'entreprise puisse se prévaloir d'un préjudice à ce titre dans la coordination et l'avancement des travaux. Se référer aux dispositions visées au CCTP et au PGC.

2.7.3 RGD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire s'engage à signer le « contrat de sous traitance » qui lui sera adressé au moment de l'attribution du marché.

3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (ATTRII) et son annexe financière (BPU)
Seul le BPU a valeur contractuelle.

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique du titulaire et les différents documents associés
- Le calendrier détaillé d'exécution

Pièces générales

- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés publics de Travaux.

Dans le silence du CCAP, le CCAG s'applique autant que de besoin.

Les pièces constitutives du marché, prévalent en cas de contradiction ou de différences, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4-1 DURÉE DU MARCHE

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire valant OS de démarrage (OS n° o). Il prendra fin à la réception des travaux. La durée du prévisionnelle des travaux est de 16 mois

La Date de notification prévisionnelle du marché : Mi Mars **2022**.

4-2 DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification de l'**ordre de service n°o délivré par le MOA**. Un calendrier d'exécution détaillé sera remis au maître d'œuvre pour validation durant la période de préparation. Le titulaire devra respecter scrupuleusement ces délais.

4-3 PROLONGATION DES DÉLAIS

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G. – Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	température inférieure à -5° C pendant plus de 5 heures	5 jour(s)
	consécutives durant les heures normales de travail de l'entreprise	
Pluie	supérieure à 40 mm par jour	10 jour(s)
Canicule	A partir de la zone d'alerte 3 (orange) déclarée par le Préfet de la Loire	5 jour (s)
Vent	supérieure à 60 km/heure pendant plus de 4 heures consécutives durant les heures normales de l'entreprise	5 jour(s)

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Rouen- Boos (76)

4-4 CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution des travaux sont définis dans l'acte d'engagement du titulaire

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation auprès du titulaire du marché.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution . Après acceptation par le titulaire, il est soumis par le MOE à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le MOE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des travaux fixés à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

4-5 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Conformément à l'article 53 du CCAG-Travaux lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou due l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG-Travaux.

5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES

5-1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire du marché.

5-2 CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Le montant de la TVA et des diverses éventuelles autres taxes devront apparaître clairement sur la proposition de prix.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG.

Le prix devra par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- les travaux se dérouleront dans un établissement recevant du public
- les travaux s'exécuteront dans les conditions du respect des mesures de protection des salariés du titulaire et de ceux de l'autorité contractante liées à la lutte contre le COVID-19 et le cas échéant dans le respect des mesures d'urgence sanitaire si elles sont toujours en vigueur à la date de démarrage des prestations.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

5-3 NATURE DU PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application de prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement (ATTRI 1). Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

5-4 VARIATIONS DANS LES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot (s)	Formules	Prix concernés
01 à 02	$C_n = 0.15 + (0.85 \times (\text{index}(n) / \text{index}(0)))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de démarrage des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publiés sur le site internet du Moniteur des travaux publics ou sur le site internet de l'INSEE

5-5 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES

Sans objet

5-6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-6-1 Avance forfaitaire et avance non obligatoire

En application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que c'est l'option A qui est retenue concernant les modalités de versement des avances.

Le titulaire indique dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1) s'il souhaite renoncer au bénéfice de l'avance.

5-6-2 Retenue de Garantie

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des modifications du marché public) sera constituée conformément aux dispositions de l'article R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Elle ne peut dépasser 3% en cas de marché conclu avec une PME telle que mentionnée à l'article R2151-13.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5-7 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.7.1 Demandes de paiement

Le calcul des décomptes et le versement des acomptes seront effectués conformément aux modalités fixées par l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le règlement s'effectuera par mandat administratif à 30 jours conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux de règlement des comptes.

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire du marché
- ses coordonnées bancaires (joindre un RIB original)
- **le numéro et l'intitulé du marché avec le numéro du lot**
- la nature des travaux exécutés
- la ou les date(s) d'intervention
- le montant HT et TTC de la prestation
- le taux et le montant de la TVA appliquée

- la date de facturation

Les factures sont à adresser à L'ENSA Normandie impérativement via Chorus PRO. Les informations relatives au dépôt des factures seront communiquées au titulaire de chaque lot à la notification du marché.

5.7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

5-8 AUGMENTATION-DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à une décision de modification du marché public ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'augmentation du montant des travaux l'article 14 du C.C.A.G.-Travaux s'applique.

En cas de diminution du montant des travaux l'article 15 du C.C.A.G.-Travaux s'applique.

5-9 MODIFICATION DES CLAUSES DU MARCHE

Conformément à l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique le présent marché pourra faire l'objet de modifications ultérieures. Sans préjudice des prescriptions du CCTP ces modifications pourront porter sur des adaptations techniques mineures et l'ajustement des quantités.

Les clauses de revoyure ou de réexamen pourront portées le cas échéant sur des prestations supplémentaires éventuelles non retenues au moment de l'attribution et seront intégrées au marché sous forme d'avenant.

6. SOUS-TRAITANCE

6-1 SOUS-TRAITANCE DIRECTE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de L'ENSA Normandie l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les règles applicables à la sous-traitance sont régies par les articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique.

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du code des marchés publics, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

6-2 SOUS-TRAITANCE INDIRECTE

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct. Pour les autres dispositions l'article 3.6. du CCAG Travaux s'appliquent.

7. CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les conditions des articles 30 et suivants du CCAG-Travaux s'appliquent.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications applicables étant celles en vigueur à la date du marché) - se reporter au CCTP.

7-1 PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET DES MATÉRIELS

Les conditions des articles 21 à 23 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le cahier des charges technique fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

7-2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

7-2-1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est fixé au CCTP .

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG- Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours calendaires au plus tard après la notification du marché. Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous- traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

7-2-2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;

- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article. (se reporter au tableau « Autres pénalités spécifiques » de l'article 11.2 du présent CCAP).

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

7-2-3 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

7-3 ÉTUDES D'EXÉCUTION

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

8. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

La clause environnementale fait l'objet d'une clause d'exécution sur laquelle s'engage le titulaire en **signant la charte de chantier vert** dont les dispositions prévalent en cas de contradiction avec les articles ci-dessous.

8-1 INSTALLATION DU CHANTIER

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

8-2 SIGNALISATION SUR LE CHANTIER

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la réception du public doit respecter les instructions réglementaires en la matière et notamment le Plan de Prévention et d'Intervention qui sera mis en place lors du démarrage de la phase de préparation de chantier.

8-3 GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

8-4 DOCUMENTS A FOURNIR APRÈS EXÉCUTION

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. et conformément au CCTP. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article ou par le CCTP le cas échéant.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents (plan de retrait - DOE) à fournir après exécution par le ou les titulaires, une pénalité sans mise en demeure préalable (se reporter au tableau « Autres pénalités spécifiques » de l'article 11.2 du présent CCAP).

9. RÉCEPTION DES TRAVAUX ET DES PRESTATIONS

9-1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RÉCEPTION

La procédure de réception a lieu conformément à l'article 41 du CCAG - Travaux.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

9-2 RÉCEPTION PARTIELLE

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

10. CONDITION PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

10-1 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent marché de travaux s'exécutera dans le respect des clauses environnementales suivantes :

- engagement du titulaire dans le cadre de la charte chantier vert en annexe du CCAP.

En cas de non respect répété des manquements à ladite charge les pénalités seront appliquées dans les conditions fixées au paragraphe 11.2. Un bilan de l'exécution de la clause sera dressé.

11. GARANTIE

Les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la réception des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire est notamment tenu de remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état ou il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les autres dispositions de l'article 44 du CCAG - Travaux s'appliquent également.

12. PENALITES

12-1 PENALITES POUR RETARD D'EXÉCUTION

12.1.1 Retard sur les délais intermédiaires

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière sur les délais intermédiaires, sur proposition du maître d'œuvre. Une pénalité provisoire pour chaque jour calendaire de retard s'appliquera. Le montant de la pénalité sera de 150 euros net.

Cette retenue sur délais intermédiaires sera provisoire et appliquée en cas de retard dans l'exécution des travaux pour chacune des tâches par rapport aux dates figurant au calendrier détaillé d'exécution notifié au terme de la période de préparation. La retenue provisoire doit être considérée dans les états d'acompte comme un paiement différé.

12.1.2 Retard sur le délai global d'exécution

Tout retard sur le délai global pourra faire l'objet d'une pénalité définitive pour chaque jour calendaire de retard. Le montant de la pénalité sera de 150 euros net.

La pénalité pour retard sur le délai global d'exécution sera définitive et appliquée en fin de chantier. Elle pourra être appliquée sans mise en demeure préalable si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ou l'(les) entrepreneur(s) n'a (n'ont) pas achevé les travaux dans le délai global d'exécution des travaux figurant dans l'acte d'engagement ;
- ou l'(les) entrepreneur(s), bien qu'ayant terminé les travaux dans le délai global d'exécution des travaux, à (ont) provoqué des retards dans l'exécution des ouvrages ou partie d'ouvrage à réaliser simultanément prévu au calendrier détaillé d'exécution, ces retards ayant conduit à un dépassement du délai global d'exécution. La pénalité

correspondante sera donc opérée sur le dernier décompte mensuel ou sur l'état de solde.

La part du retard global imputable à chaque lot sera calculée au prorata des retards sur délais intermédiaires ayant fait l'objet d'une pénalité provisoire en cours de chantier.

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il est prévu des exonérations à l'application des pénalités de retard.

12-2 AUTRES PENALITES SPECIFIQUES

PENALITES	OCCURRENCE	VALEURS	PRECISIONS
Non respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène	Forfaitaire	300.00 €	Net par infraction constatée
Non respect de la date de levée de réserves	Journalière	200.00 €	La pénalité s'applique dès lors que le titulaire n'a pas remédié à la levée des réserves dans le délai indiqué dans la décision de réception
Non remise des documents durant la période préparatoire de chantier	Forfaitaire	200.00 €	Les entrepreneurs sont tenus de fournir les documents demandés par le maître d'oeuvre, durant la période préparatoire de chantier.
Retard dans la remise de documents en cours de chantier	Journalière	150.00 €	La pénalité s'applique en cas de retard dans la remise de documents en cours de chantier (plans, notes de calcul, etc) suite à la demande du maître d'oeuvre, du bureau de contrôle technique ou du coordonnateur SPS
Non présentation des documents nécessaires à l'agrément du sous-traitant	Forfaitaire	300.00 €	En cas de constatation par le maître d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre ou le CSPS, de la présence d'une entreprise non agréée en qualité de sous-traitante, celle-ci devra quitter le chantier immédiatement. La pénalité s'appliquera au titulaire du marché
Retard dans la présentation d'un devis ou d'un mémoire	Journalière	150.00 €	net par jour calendaire de retard
Retard dans la remise de documents après exécution	Journalière	150.00 €	La pénalité s'applique en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution au titre des D.O.E. et D.I.U.O. par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du CCAG- travaux (dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision des réceptions des travaux).
Absence, retard ou départ anticipé aux réunions	Forfaitaire	150.00 €	En cas d'absence aux réunions de chantier, pour les entreprises dont la présence est requise Tout retard d'une demi-heure (du titulaire et/ou de son sous- traitant) ou tout départ anticipé et non autorisé par le maître

			d'oeuvre est considéré comme une absence. Idem si l'entreprise est représentée par une personne non compétente.
Défaut de nettoyage des zones de travaux et des installations communes	Journalière	500.00 €	net par jour calendaire de retard
Pénalité pour non respect de l'exécution de la clause sociale	Forfaitaire	2% du montant du marché TTC	La pénalité s'applique si le titulaire n'a pas fourni les preuves matérielles de ses démarches pour employer le publics cibles
Pénalité pour non respect de l'exécution de la clause environnementale dans le cadre de la charte « chantier vert »	Forfaitaire	1000.00	La pénalité s'applique si le titulaire n'applique pas de façon volontaire et répétée les dispositions prévues dans la charte « Chantier vert »

13. ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet et l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14. DISPOSITIONS DIVERSES

14-1 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions du chapitre VII du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,00 %.

14-2 DROIT ET LANGUE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Lyon sera compétent.

L'Acte d'engagement du marché (Attri1) sera obligatoirement rédigé en français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14-3 NANTISSEMENT

Personne responsable du marché :

Monsieur le Directeur de L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Normandie

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur l'Agent Comptable de l'ENSA Normandie

Agence Comptable

27, Rue Lucien Fromage 76160 à Darnétal

14-4 TRAVAIL DÉTACHÉ

Le recours éventuel au travail détaché doit se faire dans le respect des dispositions des lois du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, et du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

Ainsi, en cas de détachement transnational de travailleurs par un employeur établi hors de France dans le cadre de l'exécution d'une prestation de service internationale ou d'une opération pour compte propre, le donneur d'ordre vérifiera l'accomplissement des formalités préalable au détachement :

- transmission d'une déclaration préalable de détachement aux services de la DIRECCTE, et désignation d'un représentant de l'entreprise étrangère en France, pour la durée de la prestation.

De plus, le donneur d'ordre est soumis à une obligation de vigilance en matière de conditions d'hébergement, de rémunération et de respect des règles de base du code du travail français.

15. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4 du C.C.A.G.-Travaux. L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux. L'article 11.1 du présent CCAP déroge à l'article 20 du C.C.A.G.-Travaux.

**MAPA ENSAN 2022-3 LOT 1: Gros œuvre Marché Travaux Réhabilitation et
rénovation énergétique des ateliers du parc**

**CHARTRE CHANTIER VERT
ANNEXE N°1 AU CCAP**

SOMMAIRE

- Article 1 : Définition des objectifs
 - Article 2 : Modalités de mise en place et de signature
 - Article 3 : Respect de la réglementation
 - Article 4 : Organisation du chantier
 - Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche
 - Article 6 : Information des riverains
 - Article 7 : Information du personnel de chantier
 - Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains
 - Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel Article 10 : Limitation des pollutions de proximité
 - Article 11 : Gestion et sélecte collective des déchets de chantier
- Annexe 1 : Réglementation et documents de référence
- Annexe 2 : Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Article 1 : Définition des objectifs

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment. Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier respectueux de l'environnement est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement. Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier respectueux de l'environnement sont de :

- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- limiter les risques sur la santé des ouvriers
- limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

Article 2 : Modalités de mise en place et de signature

Article 2.1 : Modalités de mise en place

La charte chantier respectueux de l'environnement fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Article 2.2 : Signature de la charte chantier respectueux de l'environnement

La charte chantier respectueux de l'environnement est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.

Article 3 : Respect de la réglementation

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur. Voir la liste des textes applicables en Annexe 1.

Article 4 : Organisation du chantier

Les plans délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sont joints au dossier de consultation.

Article 4.1 : Propreté du chantier

Lors de la préparation du chantier, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier : •stationnements •cantonnements •aires de livraison et stockage des approvisionnements •aires de fabrication ou livraison du béton •aires de manœuvre des grues •aires de tri et stockage des déchets

Des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets ...)

Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué régulièrement. Les modalités de nettoyage et la répartition des frais y afférent seront définis dans les annexes d'organisation du chantier et répartition des dépenses communes.

Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit.

Article 4.2 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier

Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines ; une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises.

Article 4.3 : Accès des véhicules de livraison

Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier. Un plan d'accès sera fourni. Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage. Des panneaux indiqueront l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison.

Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche

Un responsable chantier respectueux de l'environnement au sein de l'équipe des entreprises sera désigné au démarrage du chantier. Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la livraison.

Il diffusera l'information auprès des riverains de la zone ;

Il organisera l'accueil des entreprises et notamment : •la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant •l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises •la signature de la charte chantier respectueux de l'environnement par tous les intervenants •le contrôle des connaissances et de la bonne compréhension du SOGED par les personnels de chantier. Il effectuera le contrôle des engagements contenus dans la charte chantier respectueux de l'environnement :

•propreté du chantier •exécution correcte des procédures de livraison •non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte

•contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre

•exécution correcte du tri des déchets sur le chantier.

Il effectuera le suivi des filières de traitement et des quantités des déchets ;

Il participera à l'évaluation des procédures de chantier respectueux de l'environnement à l'occasion de bilans mensuels.

Article 6 : Information des riverains du site

L'information des riverains du chantier est du ressort du maître d'ouvrage.

Une information permanente sera affichée sur la démarche environnementale du chantier et l'organisation du tri des déchets.

Article 7 : Information du personnel de chantier

Une brochure d'information sera distribuée à toutes les personnes travaillant sur le chantier. Elle présente le chantier ainsi que les démarches environnementales et de sécurité.

Une réunion d'information sera organisée à l'arrivée de chaque nouvelle entreprise. Cette information devra être transmise à toutes les personnes travaillant sur le chantier.

La formation associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Chaque entreprise précisera ses modes opératoires pour assurer la sensibilisation et la formation de l'ensemble de son personnel.

Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains

Article 8.1 : Niveau acoustique en limite de chantier

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 85 dB(A).

Article 8.2 : Contrôle permanent du niveau acoustique

Le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier doit être permanent. Ce contrôle permanent sera réalisé par la mise en place de capteurs judicieusement placés autour du bâtiment, vérifiant en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

Article 8.3 : Limitation des émissions de poussières et de boue

Une piste de schistes ou équivalent sera construite si nécessaire pour les accès des véhicules de livraison, afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier. En outre des installations de lavage des camions sont prévus jusqu'à la fin du gros œuvre.

La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier. Des dispositifs de nettoyage seront prévus sur le site.

Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur.

Le nettoyage de chantier se fera à l'aide d'un aspirateur.

Des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières.

Des protections seront prévues contre les clôtures de chantier en treillis soudé pour éviter toutes projections sur les voiries avoisinantes.

Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel

Article 9.1 : Niveaux sonores des outils et des engins

Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

Article 9.2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

Article 10 : Limitation des pollutions de proximité

Article 10.1 : Eaux de lavage

Des bacs de rétention seront mis en place pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes.

Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes à béton seront mises en place. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire sera rejetée et le dépôt béton extrait des cuves de décantation jeté dans la benne à gravats inertes.

Article 10.2 : Huiles de décoffrage

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée.

Article 11 : Gestion et collecte sélective des déchets

Article 11.1 : Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets à la source peut être réduite : • par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets. • en préférant la production de béton hors du site. • en privilégiant la préfabrication en usine des aciers.

Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matériaux.

Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Article 11.2 : Modalité de la collecte

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront :

La signalisation des bennes et points de stockage ; l'identification des bennes sera notamment assurée par des logotypes facilement identifiables par tous.

des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail

le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage aire centrale de stockage comprenant : •benne ou emplacement matérialisé pour le bois •benne ou emplacement matérialisé pour métaux non ferreux et stockage du fer •benne ou conteneur pour le papier et le carton •benne pour les déchets industriels banals (DIB) •benne pour le plâtre

•benne béton / ciment, maçonnerie brique •bag déchets industriels spéciaux solides •bag déchets industriels spéciaux liquides

· L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation qui seront recherchées à l'échelle locale : •bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage •déchets métalliques : ferrailleur •bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités •déchets respectueux de l'environnements : compostage •plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II •peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I •divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II

Article 11.3 : Modalité de suivi des déchets

Les modalités de suivi des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront notamment : au niveau des contrôles : •La fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets. •La tenue d'un registre des déchets de chantier précisant la nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût. •La présentation des justificatifs de valorisation •Etablissement de bilans intermédiaires faisant paraître les écarts éventuels vis-à-vis des quantitatifs prévisionnels.

Annexe 1 : DOCUMENTS DE REFERENCE

CHANTIER Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers.

CHANTIER 72-04-11 Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier.

CHANTIER 77-03-08 Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagers dans les eaux superficielles, souterraines et de mer.

CHANTIER 79-11-21 Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées.

CHANTIER 92-07-13 Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux).

CHANTIER 92-12-31 Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. CHANTIER 94-07-13 Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

CHANTIER 95-01-23 Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.

CHANTIER 95-04-18 Code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.

CHANTIER 96-02-07 Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

CHANTIER 97-05-12 Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU ni de CCTG et aucun document de référence contractuelle ne peut être cité ici. Par contre les conditions spéciales d'exécution des travaux devront répondre obligatoirement aux exigences suivantes.

En ce qui concerne la gestion des déchets :

-Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

-Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances.

-Arrêté du 4 janvier 1985 suivi des déchets.

-Loi n°88-1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

-Circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur Etudes déchets.

-Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux notion de déchets ultimes.

-Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels

-Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

-Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de classe 1

-Décret 98-679 du 30 juillet 1998

-Directive européenne du 16 juillet 1999

-Règlement des transports des matières dangereuses

-Règlement sanitaire départemental (type)

-L'élimination et la valorisation des déchets devront s'inscrire dans le cadre des schémas régional et départemental d'élimination des déchets.

- Bien que hors du champ d'application sur un chantier, le décret de 1er mars 1993 relatif aux rejets de toutes natures des installations classées soumises à autorisation et la circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de traitement des déchets sont inclus dans les textes de base à respecter comme instructions techniques.

En ce qui concerne les bruits de chantier:

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 80 dB(A), ce qui correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore limite de source de :

- distance à la source émettrice (m) 5 10 15 20 2
- puissance sonore limite émise en dB(A) 100 106 109 112 114

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

Législation :

- Loi no 92-1444 du 31 décembre 1992, dite "loi bruit", avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relatifs à la lutte contre le bruit.
- Codes et règlement type
- Code la Santé Publique
- Application des articles R. 48-1 à R. 48-5 du décret no 95-408 du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure.
- Code des Collectivités Territoriales- Application des articles L. 2212-2 et 2214-4 relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage, en application du décret du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995.
- Règlement Sanitaire Départemental type
- Circulaire du 9 août 1978 article 101-3 relatifs à une autorisation et aux dispositions réglementaires à prendre pour des travaux à exécuter dans des zones particulièrement sensibles.

Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier :

- Décret no 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier abrogé par le décret no 95-79 du 23 janvier 1993, à titre transitoire, les arrêtés d'application demeurent en vigueur ainsi que les sanctions pénales, jusqu'à parution au fur et à mesure des arrêtés d'application du décret n° 95-79.
- Arrêté du 3 juillet 1979 modifié par les arrêtés du 6 mai 1982 et arrêté du 2 janvier 1986 fixant le Code Général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier, pris respectivement en application des directives 79/1 3/CEE du 1 9 décembre 1978, 80/1051/CEE du 7 décembre 1981 et 85/405/CEE du 11 juillet 1985.
- Arrêtés pris en application du décret no 69-380 du 18 avril 1969 "remplacés au fur et à mesure par les arrêtés d'application du décret no 95-79 du 23 janvier 1995" :
 - du 11 avril 1972,
 - du 4 novembre 1975
- du 26 novembre 1975,
- du 10 décembre 1975,
- du 7 novembre 1975.
- Directive 84/532/CEE du Conseil du 17 septembre 1984, concernant le rapprochement des législations des États membres, relative aux dispositions communes aux matériels et engins de chantier. - Arrêté du 20 août 1985 relatif au respect de l'environnement extérieur.

- Arrêtés du 2 janvier 1986, abrogés par l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.
- Arrêté du 18 septembre 1987 modifié, remplacé par l'arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses- pelleteuses.
- Décret du 21 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs - bruits de machines.
- Circulaire du 7 juin 1989 relative aux bruits de voisinage.
- Décret no 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi no

92-1444 du 31 décembre 1992 relatif aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

- Décret du 18 avril 1995.
- Arrêté du 10 mai 1995 - arrêté d'application du décret relatif aux pouvoirs des communes pour constater et réprimer les bruits de voisinage.
- Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.
- Décrets et arrêtés du 20 octobre 1995 relatifs aux bruits.
- Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage et présentant la panoplie réglementaire complète.
- Arrêté du 12 mai 1997, pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores

- des moto compresseurs,
- des groupes électrogènes de puissance,
- des groupes électrogènes de soudage,
- des grues à tour,
- des marteaux- piqueurs et des brise-béton,
- des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses- pelleteuses.

Normes :

- Acoustique NF ISO 6393. - Mesurage du bruit aérien émis par les engins de terrassement
- NF ISO 6394,
- NF ISO 6395,
- NF ISO 6396.

Caractéristiques et mesurage des bruits de l'environnement NF S 31-010 et ses annexes.

RAPPEL ET RESUMÉ DES TEXTES ESSENTIELS

- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 :

Appelée "loi bruit", cette loi est relative à la lutte contre le bruit, prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le décret d'application no 95-79 du 23 janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, catégorie par catégorie de matériels, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante.

- Les nouvelles dispositions concernent principalement les contrôles et surtout les sanctions, lesquelles sont notablement renforcées, car il est désormais possible de saisir les matériels non conformes. L'article 6 de la loi spécifie que les activités bruyantes, permanentes ou temporaires, peuvent faire l'objet de prescriptions générales en matière de bruits émis ou être soumises à autorisation si elles présentent des dangers ou sont susceptibles de provoquer des troubles aux personnes ou de porter atteinte à l'environnement.

-L'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage spécifie que les mesures des niveaux de bruits doivent être effectuées en niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A et sur une durée d'au moins 30 minutes, laquelle devant comprendre des périodes de présence du bruit particulier et du bruit résiduel seul.

Le Ministère de l'Environnement devait préparer un décret dans le cadre de la "loi bruit", ce décret devant encadrer la production de bruit sur les chantiers et fixer des limites réglementaires. Mais, compte tenu du contexte économique et politique, il a été décidé au niveau gouvernemental de surseoir à la publication de ce décret (sur la procédure d'autorisation en application de l'article 6 de la "loi bruit").

Cette décision concerne toutes les installations visées par la loi, en particulier les chantiers. Elle a, entre autres, pour conséquence de supprimer les études d'impact qui étaient associées au régime des autorisations.

L'orientation retenue actuellement serait la publication d'un texte général, ne faisant pas référence au régime d'autorisation, qui serait applicable aux matériels, aux installations de chantier, sans être spécifique à l'activité de construction.

Enfin, l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués sera de nature à jouer un rôle actif dans la maîtrise des nuisances sonores.

Réglementation européenne

La réglementation européenne ne concerne que certaines catégories d'engins et se substitue pour celles-ci à la réglementation française. A terme et en fonction de l'élaboration de nouvelles directives, la réglementation européenne se substituera totalement à la réglementation nationale. Il existe ainsi aujourd'hui en France une procédure française d'homologation des engins et une procédure européenne, qui diffèrent sensiblement.

- Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles

Le règlement sanitaire départemental type (circulaire du 9 août 1978) indique dans son article 101.3 que "devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent".

- Constat et répression des bruits de voisinage :

Applications de l'arrêté préfectoral et/ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) et du décret 95-408 du 18 avril 1995 par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales et ceux définis dans l'article 21 de la "loi bruit". Dans l'attente du décret spécifique, les dispositions de l'article R. 48-5 du Code de la Santé Publique sont applicables.

Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités mêmes non incluses dans la nomenclature.

- Norme NSS 31-010

Le décret no 95-408 du 18 avril 1995 et son arrêté d'application du 10 mai 1995, relatifs au bruit de voisinage, mentionnent explicitement que la méthode de mesure est celle retenue par la norme NF S 31-01

Infractions sur les chantiers :

La circulaire du 27 février 1996, relative à la lutte contre les bruits de voisinage, précise que les infractions des chantiers en la matière doivent être caractérisées par le dépassement de l'émergence prévue par l'article R. 48-4 du Code de la Santé Publique (cela nécessite une mesure acoustique) et le non-respect des règles sur les conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes.

Annexe 2 : Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtres d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre,...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...),
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre et du coordinateur environnemental quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité, - les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Sites utiles : <https://www.metropole-rouen-normandie.fr>

Voir Déchets Spécifiques puis Déchets de chantier

www.ademe.fr/entrepriseswww.recy.netwww.dechetcom/index.phpwww.paca.equipement.gouv.fr/depart/amenagement_envir/